

LYON

# L'État va ouvrir 237 nouvelles places d'hébergement d'urgence

**Ouverture de places, recherche de nouveaux locaux, coopération avec les collectivités locales... Face à la saturation du dispositif d'accueil d'urgence, la préfecture du Rhône ouvre de nouvelles places d'hébergement. Entretien exclusif pour Le Progrès avec Vanina Nicoli, préfète secrétaire générale de la préfecture du Rhône.**

Cela fait plusieurs semaines que la préfète affirme travailler à l'ouverture de places d'hébergement d'urgence supplémentaires. Où en êtes-vous ?

« Jusqu'ici, 7 800 places d'hébergement d'urgence étaient disponibles. Dans la lignée des instructions du ministre du logement, Olivier Klein, le préfet a lancé un travail d'identification d'immobilier de l'État, afin d'ouvrir des places supplémentaires. Grâce à la mobilisation du Ministère des Armées, une partie de l'hôpital Desgenettes, à Lyon 5<sup>e</sup>, accueillera 50 places dès le 23 janvier. Début février, 140 places ouvriront sur un ancien site de la SNCE, à Lyon 9<sup>e</sup>. Puis 47 autres fin février dans l'ancien commissariat de Villefranche-sur-Saône ».

**Pourquoi est-ce que cela prend autant de temps ?**

« Hormis l'hôpital, quasi-opérationnel, cela nécessite toujours des réaménagements. Transformer un immeuble de bureau en logements ne se fait pas en un claquement de doigts. D'autres sites ont été repérés mais auraient nécessité douze mois de travaux. Nous sommes allés au plus vite pour répondre à l'urgence ».

**Qui bénéficiera de ces ouvertures de place ?**

« Par définition, l'hébergement d'urgence est inconditionnel. Dans les faits, Lyon arrive à saturation, conformément à sa tradition de terre d'asile. Il faut parfois attendre des mois avant une



Vanina Nicoli, préfète secrétaire générale de la préfecture du Rhône. Photo Progrès/Romain ETHUIN

réponse positive... C'est évidemment insuffisant. Dans un souci d'équité et de justice, les familles avec enfants et les publics vulnérables seront priorités ».

**Le dispositif sera-t-il désormais suffisant ?**

« Ces 237 places d'hébergement d'urgence s'ajoutent à presque 8 000 déjà ouvertes. Sur les dix dernières années, cette capacité a doublé. Sans compter les 14 000 places du plan "logement d'abord". Une grosse partie du problème relève surtout du manque de fluidité dans le dispositif : il est urgent d'accélérer la construction de logements ».

**Quid du 115, lui aussi saturé ?**

« Nous avons déjà augmenté les moyens des maraudes. Car le 115 est souvent difficile à joindre. Mais il est vrai que la prise en charge des personnes isolées est un point faible. En collaborant avec la Métropole et les villes de Villeurbanne et Lyon, nous avons déjà pu identifier quelques sites qui pourraient ouvrir assez rapidement ».

**La Ville de Lyon vous a régulièrement interpellée à ce sujet, se substituant même à vos prérogatives en accueillant des jeunes migrants en recours au gymnase Dargent (8<sup>e</sup>)...**

« Le maire de Lyon, Grégory Doucet, prend les décisions qu'il veut. Mais l'État, en partenariat avec la Métropole, a investi un million d'euros dans La Station pour les jeunes migrants isolés en recours. Ce dispositif innovant permet déjà d'accueillir cette population si particulière. Ouvrir un gymnase ne répond pas aux besoins de l'hébergement d'urgence... Et nous souhaitons fonctionner avec nos outils ».

**Problème, les Stations 1 et 2 sont déjà victimes de leur succès... Peut-on s'attendre à l'ouverture d'une Station 3 ?**

« La Station est une expérimentation qui court jusqu'au milieu de 2023. L'heure n'est pas encore au bilan et nous verrons alors quelles en sont les limites. Mais on peut tout à fait imaginer une Station 3, dès lors qu'on augmente le nombre de part-

**Pour Jamais sans toit : « Ce sera insuffisant »**

« C'est une bonne nouvelle », se réjouit Raphaël Vulliez du collectif Jamais sans toit. Lui qui réclame depuis des mois au ministre du logement, Olivier Klein, de tenir ses promesses : plus aucun enfant à la rue cet hiver. Mais à en croire ses calculs, ces 237 nouvelles places seront « insuffisantes ». Il dit : « 275 enfants sont encore à la rue sur la Métropole ». Sans compter ceux sortis des radars. Pour lui, « tout a été fait dans la précipitation et nous aurions souhaité être consultés ». Car certains enfants hébergés dans des écoles ont été réorientés « en Ardèche ou dans l'Ain ». Situation compliquée, dès lors qu'on étudie à Lyon. « Pour Villefranche, ça passe encore », tempère Raphaël.

D'après le collectif, désormais relié à un réseau national, cette tension s'étend bien au-delà des frontières lyonnaises : « Seul Rennes s'en sort bien ». Et pour cause, la Ville a offert « 950 places d'hébergement d'urgence à l'État, soit un peu plus de six millions d'euros de valeur locative », indique-t-il. À côté, « le plan zéro enfant à la rue de Lyon est sous-dimensionné », critique encore le militant.

Aussi le collectif réclame-t-il « une audience en urgence à Grégory Doucet ». Après tout, « nous n'avons pas vocation à palier l'incurie de pouvoirs publics ».

naires... »

**Vous pensez à la Ville de Lyon ?**

« Elle est la bienvenue pour nous rejoindre. On peut trouver un moyen de travailler ensemble ».

Propos recueillis par Romain ETHUIN

## Les 87 jeunes migrants du gymnase Dargent déménagent dans le 7<sup>e</sup>

« Face à l'absence de propositions concrètes de l'État, la Ville de Lyon doit à nouveau gérer seule l'hébergement des jeunes migrants en situation d'urgence ». Lyon tape du poing sur la table, empêtrée depuis quatre mois avec l'occupation du gymnase Dargent (8<sup>e</sup>). Aussi la Ville rappelle-t-elle, dans un communiqué, que l'hébergement d'urgence relève de l'État. Mais que face à sa défaillance, et conformément « à ses valeurs d'humanisme et sa politique d'accueil », la municipalité a choisi de mettre à l'abri ces mineurs en recours au gymnase Dargent (8<sup>e</sup>), dès



Les mineurs en recours du gymnase Dargent (8<sup>e</sup>) seront transférés au gymnase Gabriel Rosset (7<sup>e</sup>). Photo Progrès/Cyril LESTAGE

le 28 septembre dernier. Déjà, « aucune solution ou proposi-

tion n'avait été apportée par les services de l'État », criti-

quent les Verts. Alors que ces migrants ont longtemps vécu « dans des conditions déplorables » au square Gustave-Auguste Ferrié, à Lyon 4<sup>e</sup>. Quatre mois plus tard, le gymnase doit revenir à sa vocation initiale. Ses 87 occupants seront donc bientôt transférés au gymnase Gabriel Rosset (7<sup>e</sup>). Situation « intolérable », selon l'exécutif écologiste, qui a financé 6 000 nuits de mise à l'abri à sa charge. L'association Lahso a également été mandatée pour assurer une présence quotidienne et un accompagnement social sur place.

R.E.

LYON 3E

**Concertation sur les futurs espaces publics à la Part-Dieu : réunion publique ce lundi**



La rue Dr Bouchut fait partie des secteurs concernés par la concertation. Photo Progrès/Sylvie SILVESTRE

Lundi 16 janvier à 19 heures aura lieu à l'Auditorium le premier temps fort de cette campagne autour des futurs espaces publics du cœur de la Part-Dieu : l'objectif est d'informer, échanger et recueillir les attentes des usagers, qu'ils soient salariés, habitants ou passants, voyageurs ou usagers du centre commercial, afin d'enrichir les études et la programmation en cours.

**■ Pourquoi et sur quoi concerter ?**

L'équipe de maîtrise d'œuvre (Jacqueline Osty & associés, associée à l'agence Ingerop) a commencé les premières études sur les espaces publics majeurs du cœur du quartier de la Part-Dieu à venir d'ici 2026. Cinq hectares sont concernés : la rue et le boisement Bouchut, l'agrandissement de la place du Lac et la rue du Lac (entre la rue Bouchut et la rue Paul-Bert), la promenade Garibaldi (entre la rue Servient et la rue Paul-Bert), le mail piéton de la rue Servient (entre la rue Garibaldi et le centre commercial).

Trois grandes thématiques se dégagent : la nature en ville, les usages pour toutes et tous, les mobilités.

Quels équipements pour se détendre ou s'amuser ? Sous quelle forme imaginer la présence de l'eau ? Quelle place pour la nature ? Comment créer des îlots de fraîcheur ? Comment améliorer et sécuriser les cheminements piétons ? Quels besoins pour les cyclistes ?... Autant de questions sur lesquelles chacun peut donner son avis.

Du 16 janvier au 10 mars, les équipes iront à la rencontre des usagers qui fréquentent le quartier. Un questionnaire sera prochainement mis en ligne, et des événements sur inscription permettront d'approfondir ces questionnements : marches exploratoires, ateliers « carte sur table »...

**De notre correspondante Sylvie SILVESTRE**

<https://www.lyon-part-dieu.com/participer/concertation-espaces-publics-coeur-part-dieu/>